

«Les Déboulonneurs veulent un retour au politique»

INTERVIEW • Mardi s'ouvre à Montpellier le procès de deux Déboulonneurs, accusés de «dégradation de biens en réunion» • Paul Ariès, politologue, analyse ce collectif anti-pub né à l'automne dernier et qui barbouille panneaux et affiches •

C'est mardi à Montpellier que s'ouvre le procès de deux Déboulonneurs, qui se réunissent le dernier vendredi de chaque mois dans de nombreuses villes de France pour barbouiller panneaux et affiches publicitaires dont ils ne supportent plus l'omniprésence dans leur environnement. Un acte délictueux passible de 75 000 euros d'amende et de 5 ans d'emprisonnement.

Paul Ariès est politologue, auteur de différents ouvrages. Il réagit à ce phénomène et à ce collectif antipub né l'automne dernier.

Les actions illégales et légitimes se multiplient, faut-il y voir un signe de réappropriation de l'espace public et collectif?

La désobéissance civique n'est pas le retour de l'illégalisme anarchisant de la fin du 19e-début 20e. Les vieux anars illégalistes vouaient une haine à la démocratie et considéraient les peuples comme des troupeaux. Ils n'avaient pas foi dans la loi : ils ne croyaient pas en la possibilité d'améliorer collectivement les choses. Les Déboulonneurs et autres faucheurs d'OGM sont des légalistes déçus par l'incurie actuelle du législateur incapable à leurs yeux de faire des lois qui protègent les générations futures et défendent certaines valeurs. Ils veulent un retour au politique, par la modification des lois, par l'établissement d'un rapport de force plus favorable.

Sont-ils directement issus des mouvements alter?

En quelque sorte... Depuis quelques années, on assiste à un développement important de l'alter-consommation : commerce équitable, commerce éthique, associations de maintien de l'agriculture paysanne, agriculture bio, etc. Cette plongée dans la société civile a donné des fruits. Cependant que cela ne suffit pas, car non seulement on ne remet pas en cause les logiques dominantes, mais le système parvient sans trop de peine à récupérer et à digérer ces formes de contestations et d'alternatives: le bio dans les hyper, la nouvelle loi sur le commerce équitable qui en neutralise la puissance de transformation sociale, etc.. Beaucoup de déçus et d'exclus de la consommation ressentent donc un besoin de retour au politique. Soit en interpellant les élus, soit en prenant part aux élections, soit en prenant la responsabilité de violer une loi qui transgresse à leurs yeux des principes moraux et juridiques majeurs. Nous assistons donc bien à une volonté de resituer le questionnement et les pratiques consuméristes sur le terrain politique.

Ces transgressions sont-elles véritablement illégales?

Les actions de désobéissance civique ne sont pas des actions illégales au sens politique du terme. Elles sont faites à visage découvert, toujours en revendiquant la responsabilité des actes/délits. Nous sommes totalement à l'opposé d'apprentis terroristes et de saboteurs aux petits pieds... La désobéissance civique est un acte politique, un geste symbolique fort pour pousser les autorités à réagir. On viole une loi pour en appeler à une loi supérieure.

Le débat public doit-il vraiment avoir lieu dans un tribunal?

Le droit, ce n'est pas la vie mode d'emploi, c'est de l'interprétation, c'est une tension entre des normes. Le juge doit se prononcer en tenant compte des faits mais aussi du contexte et des motivations. On peut être relaxé parce qu'on a volé en état de nécessité. Les Déboulonneurs transgressent une règle parce que l'Etat ne remplit pas sa fonction protectrice des plus faibles. Les grands mouvements de société ont toujours connu une phase judiciaire : avortement, objection de conscience, etc.

Faut-il craindre la récupération de ces mouvements par les publicitaires?

On sous-estime toujours la capacité de récupération du système qui sait fort bien digérer les alternatives. Il n'y a qu'à voir comment le commerce équitable est devenu un segment commercial supplémentaire au lieu d'être un instrument pour moraliser l'ensemble de la vie économique pas seulement dans les relations Sud/nord mais Nord/nord. Les grands distributeurs l'ont parfaitement compris en créant leurs propres marques de commerce éthique ou équitable. Plus que jamais, la grande question n'est pas «comment consommer différemment» mais «comment consommer beaucoup moins».

Vous pensez à une grève de la consommation...?

On ne peut malheureusement remplacer la manif par le salon écolo ou la foire bio comme moyen de changer la société. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un mouvement anti-consommateur se développe dans les prochaines décennies. A l'heure où faire la grève du travail est de plus en plus difficile, et de moins en moins efficace, il est indispensable que les peuples redécouvrent d'autres façons de dire leur colère, de porter leur revendication, d'exister en tant que force. L'idée d'une grève générale de la consommation conçue comme un mouvement social avec ses revendications opposées au gouvernement et au patronat commence sérieusement à faire son chemin dans la gauche radicale et dans les milieux écologues. Aujourd'hui, on parle d'anti-pub, d'anti-techno, anti-consommation... On est dans le monde de l'anti. Le courant que l'on peut qualifier d'anti-consommation est à la base des combats antipub lorsque ces derniers ne se contentent pas de dénoncer les excès de la pub (pub sexiste par exemple) mais s'en prennent à son idéologie. Ce courant en gestation se bricole une identité à partir notamment d'un passé sans cesse composé. On rêve de nouveau des luddites détruisant leurs machines ou des sublimes ne travaillant pas plus que le strict nécessaire. En revanche, le mouvement anti-OGM, anti-ionisation des aliments, anti-biométrie n'est pas cependant un mouvement technophobe. Il est seulement conscient que les choix techniques ne sont pas neutres et peuvent être irréversibles.

On retrouve les théories elluliennes sur le Bluff technologique...

Nous sortons de plus d'un siècle de culte de la technique et de foi béate dans la science. Nous savons aujourd'hui que cette foi dans la techno-science fut une trahison de l'idée même de progrès. Le risque bien sûr serait de jeter le bébé mais aussi la baignoire (l'humanisme) avec l'eau du bain (le scientisme). Notre société n'a cessé d'inventer des machines à accélérer alors que la vitesse est un accélérateur de pouvoir. Nous devons développer des prothèses techniques pour ralentir, nous aurons besoin d'une technologie de la décroissance. Le développement de la désobéissance civile est à la fois l'aveu d'une faillite du système politique, incapable de répondre aux véritables enjeux, mais aussi de la faiblesse des mobilisations citoyennes.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=393358>